



Une expertise indépendante pour un monde plus solidaire

www.iram-fr.org

Zoom sur



Projet Nariindu : approvisionner durablement Niamey en lait local par les petits éleveurs

Le projet Nariindu

Pour faciliter la vente de lait local à Niamey, le projet Nariindu appuie deux coopératives d'éleveurs pour la création et la gestion de centres de collecte, assurant la mise à disposition d'aliments pour le bétail et d'intrants, le conseil technique, le contrôle de la qualité du lait, et la contractualisation avec l'aval de la production.

Un millier de familles bénéficient de ces centres qui permettent d'améliorer la production laitière et d'obtenir des revenus réguliers issus de la vente collective du lait sur les marchés urbains. Ces centres collectent plus de 2000 litres de lait par jour, en saison haute, auprès des éleveurs locaux. Grâce aux résultats obtenus, un partenariat est en cours avec la laiterie SOLANI pour le lancement de nouveaux produits, uniquement à base de lait local de qualité.

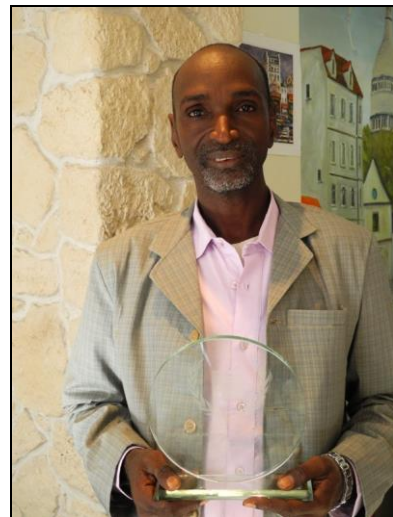
L'IRAM assure la mise en œuvre, l'accompagnement et le suivi du projet, en partenariat avec l'ONG [Karkara](#).

Présentation du projet [↗](#)

Lauréat du prix de la Fondation de France

Le 16 octobre 2014, le projet Nariindu, porté par l'IRAM et l'ONG [Karkara](#), a reçu le prix de la Fondation de France pour une Alimentation durable et responsable.

M. Ali Kado, Président du centre de collecte de lait de Kolo, accompagné de Mme Marie-Jo Demante, Directrice de l'IRAM, et de M. Olivier Renard, responsable de suivi du projet à l'IRAM, étaient présents à la remise du prix.



Ce prix va permettre au projet Nariindu de poursuivre et développer les innovations concernant la production et la vente de lait local à Niamey, en lien avec les producteurs.

On en parle sur le site de la Fondation de France [↗](#) et du CFSI [↗](#)



Entretien avec Ali Kado, Président du centre de collecte de lait de Kollo, soutenu dans le cadre du projet Nariindu, Niger.

Pouvez-vous nous présenter le centre de collecte de Kollo et son fonctionnement ?

Le centre de Kollo est une unité de collecte de lait qui s'est créé suite à l'initiative de petits producteurs de lait, qui avaient des problèmes pour vendre leur production de lait. En effet, les femmes parcouraient plusieurs kilomètres pour vendre le lait récolté dans les Calebasses, auprès de collecteurs qui leurs achetaient à bas prix, et qui avaient eux aussi du mal à vendre ce lait aux laiteries de Niamey, car le lait n'était pas conservé dans des conditions optimales.

Le centre de collecte de Kollo a été créé en 2008. Il est composé d'un Conseil d'Administration de 13 membres, dont 3 femmes, qui se réunit une fois par mois. Le centre emploie 3 personnes : un gérant, un réceptionniste et un gardien.

Quel est l'apport du projet Nariindu pour le centre de collecte de Kollo ?

Depuis 2013, le projet Nariindu, cofinancé par l'AFD, l'IRAM, le CFSI et la Fondation de France, a permis d'accompagner la structuration et l'extension des services proposés par le centre de collecte de Kollo.

Le centre travaille avec le groupement des collecteurs, de 3 collecteurs au démarrage du centre de collecte, ils sont 8 aujourd'hui et ont chacun un axe de collecte (pour certains à plus de 60 km du village). Ils achètent principalement aux femmes productrices de lait. Cela représente 200 à 300 producteurs de lait.

Les collecteurs achètent entre 200 et 250 FCFA le L de lait (selon la distance du point d'achat au centre de collecte), et le revendent 275 FCFA au centre de collecte de Kollo.

L'appui du projet Nariindu a permis :

- aux collecteurs de s'équiper à crédit en motos, ils étaient jusqu'à présent en vélo ;
- au centre de collecte de proposer les services d'une banque d'aliments pour bétail. Chaque collecteur a reçu un stock de démarrage à crédit, il peut ainsi vendre des

aliments pour bétail aux producteurs, ou échanger des sacs d'aliments contre du lait. ;

- l'augmentation du volume de lait collecté : en 1^{ère} année de 300 à 700L/jour, en 2014 400L/jour à l'issue de l'hivernage, avec projection à 1 000L/jour.
- l'équipement du centre de collecte avec 2 cuves de 2 000L, qui permettent de réfrigérer le lait à 4°C. Une fois réfrigéré, le lait est vendu à la laiterie Solani de Niamey, qui se déplace pour récupérer le lait dans les cuves du centre de collecte.
- l'équipement du centre de collecte pour la pasteurisation du lait collecté après le passage du camion, pour éviter de le jeter, et la commercialisation de ce lait sur les marchés locaux via quatre revendeurs. Ce lait est vendu 225 FCFA le ½ L.

Quels sont les futurs projets de développement du centre de Kollo ?

L'entreprise Solani associe actuellement le lait acheté au lait en poudre, mais un yaourt exclusivement nigérien, fabriqué à base de lait frais va bientôt voir le jour. Il est le résultat d'un travail de partenariat entre le centre de collecte de Kollo et l'entreprise Solani.



Vous recevez aujourd'hui le prix de la Fondation de France pour une Alimentation durable et responsable, dans le cadre de l'année internationale des agricultures familiales, qu'est-ce que ce prix va permettre d'initier au sein du projet Nariindu ?

Ce prix va nous permettre de commander davantage d'aliments pour bétail, à proposer aux producteurs, et va augmenter notre fonds de roulement.



Quelles relations entretenez-vous avec l'ensemble des partenaires du projet ?

L'exécution du projet se fait conjointement avec l'IRAM et l'ONG Karkara, équipes avec lesquelles nous avons des échanges très réguliers sur l'avancée du projet, les problèmes rencontrés et les défis à relever, par le biais du coordinateur du projet M.Ganda Ouseini.

L'ONG Karkara nous associe à des discussions avec l'autre centre de collecte du projet Nariindu, Hamdallaye à l'est de Niamey, ainsi qu'à des observations croisées entre les 2 centres.

L'IRAM réalise des missions de suivi et développe les partenariats autour de ce projet. Nous devrions prochainement rencontrer une coopérative laitière située en Picardie, pour favoriser les échanges sur le thème du développement de nos territoires respectifs, en lien avec la production laitière.

Et puis nous sommes en liens directs et permanents avec les producteurs, qui sont représentés dans les instances du centre de collecte, et avec lesquels nous organisons très régulièrement des réunions dans les villages.

Entretien réalisé à Paris le 16 octobre 2014.

Egalement à l'honneur



Année internationale des agricultures familiales : nos partenaires à l'honneur !

- EXPOSITION « NOUS SOMMES DES PAYSANS MALIENS » - FESTIVAL VISA OFF DE PERPIGNAN 30 AOUT AU 13 SEPTEMBRE 2014





Faranfasi so et l'IRAM ont mené une action pilote d'appui aux organisations d'irrigants de l'Office du Niger au niveau du centre de prestation de services de Molodo de 2008 à 2012, dans le cadre du projet ASIrri.

Au cours du projet une expérience originale a été menée : des appareils photos jetables noir et blanc ont été donnés aux producteurs et productrices afin qu'ils illustrent leurs visions de l'irrigation, de la gestion de l'eau et de l'entretien.

Ces photos ont été sélectionnées pour participer à l'édition 2014 du **Festival VISA OFF**, en marge du Festival "Visa pour l'image-Perpignan", du 30 août au 13 septembre 2014, à Perpignan.

Visionner les photos [↗](#)

Visiter le site du projet ASIrri [↗](#)

Découvrez le site du festival [↗](#)

Si vous êtes intéressé à accueillir cette exposition, contactez nous a.lhomme@iram-fr.org

■ UNE PHOTO DE L'EXPOSITION « NOUS SOMMES DES PAYSANS MALIENS » PRIMÉE AU CONCOURS FARM

La photo prise par Madou Haïdara, dans le cadre du projet ASIrri, a été primée au concours photo organisé par FARM.

Elle a de plus été choisie pour illustrer la publication Hazell P. « *Repenser le rôle des petites exploitations agricoles dans les stratégies de développement* », FARM, Point de vue n°2 – septembre 2014.

Lire la publication [↗](#)

Voir les résultats du concours photo [↗](#)



■ LAUREAT DU PRIX LOUIS GUIMET - LE FILM "LA FILIERE BOVINE TCHADIENNE. UN MOTEUR DE CROISSANCE EN QUETE DE RECONNAISSANCE"

Ce film, réalisé par Terre Nourricière dans le cadre du projet d'Appui à la Filière Bovine (PAFIB), mis en œuvre par l'IRAM, JVL sa et Euroconsultants, au Tchad de 2000 à 2013, a reçu le Prix Louis Guimet lors du 11ème festival pastoralisme et grands espaces, qui s'est tenu du 15 au 18 octobre 2014 à Prapoutel Les 7 Laux.



L'IRAM a organisé et accompagné une délégation de deux membres de la plateforme pastorale du Tchad à ces rencontres internationales.

Visionner le film [↗](#)

Découvrez le site du Festival [↗](#)





Quoi de neuf ?

LES SITES DE CAPITALISATION DE L'IRAM

L'IRAM a toujours eu le souci de capitaliser ses expériences et pratiques, pour améliorer le pilotage des actions, rendre disponible l'information, créer des références et mutualiser les expériences acquises. L'IRAM réalise aussi bien des capitalisations dans le cadre de programmes/projets que des capitalisations transversales sur une question ou un thème commun à plusieurs projets. Enfin, l'IRAM apporte un soin particulier à la valorisation des résultats de la capitalisation à travers des supports variés : organisation et animation de conférences-débats, création de supports numériques et filmés, rédaction de notes thématiques, d'actes de colloques, production d'ouvrages collectifs,...

C'est dans la continuité de cette pratique et réflexion, que l'IRAM a développé avec [Terre Nourricière](#) un outil de « Gestion de Systèmes d'Informations et de Capitalisation ». Ce système permet la création de sites Internet dédiés au suivi et à la valorisation des résultats de capitalisation, liée à des projets ou des processus prospectifs thématiques.

A ce jour, l'IRAM a créé 7 sites Internet, 2 sites sur CD-Rom avec interface de navigation web et d'autres sont en cours de création !

Projet ASIrri



Le Projet d'Appui aux Irrigants et aux Services aux Irrigants ASIrri est une initiative conjointe de partenaires du développement du Nord et du Sud, AVSF, CEDAC, CUDES, CROSE, Faranfasi so, FONHADI, GRET et IRAM. Le projet était financé par l'AFD via la FISONG.

Projet PAFIB



Le projet d'Appui à la Filière Bovine (viande, cuir) du Tchad a promu de 2009 à 2013 l'intégration de la filière bétail/viande tchadienne dans le contexte des échanges commerciaux sous-régionaux en l'adaptant aux évolutions du marché en termes de qualité, de diversification des produits et de normes sanitaires. Il a été mis en œuvre par l'IRAM, JVL Consultants et Euro Consultants, sur financement de l'Union européenne.

La plateforme pastorale du Tchad



La Plateforme Pastorale constitue un cadre de concertation ouvert, réunissant les organisations des acteurs du développement pastoral, centré sur l'amélioration des politiques de développement du monde rural, au plan national, sous régional et international.

Projet de promotion du commerce de produits animaux en Afrique de l'Ouest et du Centre





La régionalisation des échanges est un phénomène qui caractérise très fortement l'évolution du commerce à l'échelle mondiale. En Afrique de l'Ouest et du Centre, les produits de l'élevage, en tout premier lieu le bétail, constituent après les produits pétroliers, les principaux produits échangés entre les pays. Les immenses espaces pastoraux et agropastoraux des pays sahéliens en font de grands pays d'élevage excédentaires.

Colloque régional de N'Djaména : Elevage pastoral : une contribution durable au développement et à la sécurité des espaces saharo-sahélien



Ce site a été conçu pour permettre d'accéder aux différents documents produits dans le cadre de l'organisation du colloque régional "Elevage pastoral et sécurité des espaces saharo-sahéliens" organisé en mai 2013 à N'Djaména.

Vulnérabilité aux aléas et adaptation aux changements climatiques : enjeux et innovations méthodologiques – Journée d'études IRAM juin 2012



Ce site, dédié à cette journée, vous est proposé par l'IRAM: il vous présente les vidéos de la journée et son verbatim. Une sélection de documents sur la thématique vous est également proposée.

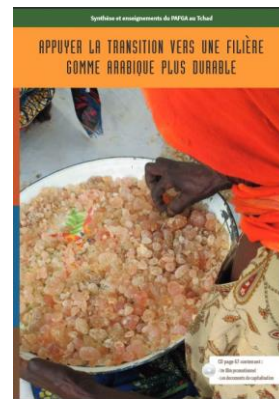
Pratiques alternatives d'irrigation pour le Nord Mali



L'agriculture dans le Nord Mali, et dans la région de Tombouctou en particulier, est confrontée aux aléas climatiques fréquents et est tributaire des énergies fossiles. Cette situation fragilise de plus en plus la production et rend les exploitations agricoles plus vulnérables.

Le Conseil Régional de Tombouctou, la Direction Régionale de l'Agriculture de Tombouctou, Handicap International et Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières ont donc pris l'initiative de faire la capitalisation de pratiques alternatives d'irrigation qui soient moins dépendantes des énergies fossiles, qui puissent renforcer la résilience des exploitants agricoles et qui contribuent à la protection de l'environnement. Ce travail a été confié à l'IRAM.

Projet PAFGA



Le Projet d'Appui à la Filière Gomme Arabique du Tchad a visé de 2009 à 2013 à soutenir un développement durable de la filière, au bénéfice de l'ensemble des acteurs tchadiens. Il a été mis en œuvre par l'IRAM et ECO-Consult sur financement de l'Union européenne. Le dossier de capitalisation, incluant un CD-Rom, est disponible sur demande a.lhomme@iram-fr.org



Projet PSSP



Le projet de Sécurisation des Systèmes Pastoraux de la région de Zinder a été mis en œuvre de 2005 à

2010 par l'IRAM, Karkara et Egis International, sur financement de l'AFD.

Le CD documentaire rassemble l'essentiel des documents produits par le PSSP et intègre le rapport final d'exécution et de capitalisation du projet. Le CD-Rom est disponible sur demande a.lhomme@iram-fr.org

Pour plus d'informations sur cet outil contacter Anne Lhomme a.lhomme@iram-fr.org

Les Echos de l'IRAM

ATELIERS / SEMINAIRES

Université d'été de la solidarité internationale : atelier "Economie et solidarité internationale" – Rennes, 3 juillet 2014. François Doligez a participé à cette université d'été avec une présentation sur « *Entreprises et Solidarité Internationale : quelles convergences ?* »

Symposium académique et lecture publique : « Passerelles vers l'autonomie en microfinance » - Luxembourg, 15 et 16 octobre 2014.

A l'occasion de ses 20 ans, ADA proposait une journée de réflexion sur l'autonomie. François Doligez est intervenu durant ce symposium, avec une présentation sur « *Appuyer pour rendre autonome, un nouvel oxymore ?* », dans une session consacrée au rôle des organisations d'appui dans un processus d'autonomisation.

Forum Origine, Diversité et Territoires : agriculture familiale et biodiversité – Italie, 21 au 23 octobre 2014. Olivier Renard a participé à ce forum avec une présentation sur « *Certification et développement territorial : les IG, chaînon manquant ?* »

Site du forum

« **Cambodian Rice Festival** » - **Phnom Penh, 18 novembre 2014.** Le projet d'appui à la commercialisation du riz cambodgien, mis en œuvre par l'IRAM et NIRAS, était co-organisateur de ce festival.

Le Festival du riz Cambodgien a été riche en expositions et animations qui ont contribué à donner une bonne image du riz Cambodgien. En plus des concours sur les meilleurs riz Cambodgiens, un prix a aussi été attribué au meilleur paddy, mettant ainsi en valeur les organisations de producteurs.



« **World Rice Conference** » - **Phnom Penh, 19 et 20 novembre 2014.** Cette année le Cambodge accueillait cette conférence mondiale, ce qui a permis aux acteurs de la filière cambodgienne de mieux se faire connaître auprès des nombreux acheteurs internationaux présents. Pour la troisième année consécutive, le riz cambodgien a remporté le titre du « *World Best Rice* », titre partagé cette année avec la Thaïlande.



« Les territoires ruraux en Méditerranée: quelles politiques publiques pour accompagner les dynamiques de développement? » - Montpellier, 9-10-11 décembre 2014. L'IRAM appuie l'IAMM Montpellier dans l'organisation et l'animation de ce séminaire, qui s'inscrit dans le

cadre du projet A2DTRM – Appui aux Dynamiques de Développement des Territoires Ruraux Méditerranéens, financé par l'Agence française de développement (AFD) et le Ministère de l'Agriculture, de l'agro-alimentaire et de la forêt (MAAF). [↗](#)

A VOS AGENDAS !

■ Journée d'étude du Groupe *Initiatives* « **Enjeux et pratiques des nouvelles coalitions d'acteurs : pouvoirs publics, associations et entreprises** » à Lyon le **16 janvier 2015, 10h-17h30**. La remise récente de rapports questionnant l'efficacité, les modalités et les mécanismes de financement de l'aide internationale dénote une recomposition évidente du paysage de la coopération internationale (Faber-Naidoo, Védrine, Kharas, Latek etc.). Celle-ci est notamment marquée par une attention accrue apportée à de nouveaux types de collaboration triangulaires, ou « coalitions d'acteurs », associant pouvoirs publics, associations et secteur privé marchand au bénéfice d'un « croissance inclusive et durable ». Ces propositions suscitent toutefois de vifs débats au sein de la société civile et plus particulièrement du côté des ONG qui constatent parallèlement une baisse sensible de l'aide publique française au développement. Si les « coalitions d'acteurs » peuvent apporter des éléments de réponse au financement du développement, les formes, les modalités de mise en œuvre et les enjeux qu'ils servent doivent toutefois être questionnés à la lumière de nos pratiques. Dans cette perspective, le Groupe *initiatives* organise la journée d'étude « enjeux et pratiques des nouvelles coalitions d'acteurs » pour mettre en discussion les nécessaires évolutions de la coopération au développement.

Inscriptions limitées et obligatoires : casteuble@groupe-initiatives.org et ciedel@univ-catholyon.fr

PUBLICATIONS

Politique française de développement : orientation ou programmation? - Tribune du Groupe *Initiatives*



Le premier projet de Loi d'orientation et de programmation sur la Politique française de développement et de solidarité internationale a été adopté par

l'Assemblée nationale en première lecture lundi 10 février 2014, après des heures de débats et des centaines d'amendements proposés. Les 10 ONG professionnelles de développement du Groupe initiatives se félicitent de l'adoption de cette loi, Elles insistent sur les enjeux pour « orienter le développement » et relever le grand défi du XXIe siècle : réduire les inégalités des revenus, des situations et des opportunités. [↗](#)

Le Sénat a adopté le texte le 23 juin 2014 et la loi a été promulguée le 7 juillet 2014.

Financer la modernisation des exploitations familiales agricoles ? – SOS Faim



Plusieurs organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest ont travaillé cette thématique et expérimenté des solutions :

- création et professionnalisation de leurs propres outils financiers,
- collaborations et articulations avec des

institutions financières,

- participation à la gouvernance d'une banque agricole

Cette publication de SOS Faim et ses partenaires, dont l'Iram, présente ces différentes expériences, les enjeux qu'elles impliquent et les perspectives qu'elles offrent. [↗](#)



Les agricultures africaines : transformations et perspectives – NEPAD



Ce rapport a été commandé par le NEPAD en vue de la tenue d'une réunion ministérielle de bilan des 10 ans du lancement du processus du

Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA).

Quelles ont été les trajectoires des agricultures africaines ces 30 dernières années ? Quels sont les principaux héritages du processus PDDAA ? Quels opportunités, enjeux et défis associés au dynamisme de la démographie et de l'urbanisation africaine, à la fermeté des marchés alimentaires, aux convoitises pour les terres disponibles sur le continent, aux menaces que font peser les changements climatiques ?

En guise de réponse, quelles orientations politiques se présentent, et quels leviers pour agir ?

Ce document tente d'aborder ces questions de façon synthétique en laissant une place importante aux illustrations et à l'analyse de données sectorielles afin de faire vire et d'appuyer le propos. Le bureau Issala et l'Iram ont collaboré pour appuyer le NEPAD à sa rédaction. [🔗](#)

Barjolle D, Renard O, Bernardoni P, "Etude du potentiel de la commercialisation des produits agricoles des pays ACP utilisant les indications géographiques et les marques avec origine"



Cette étude, menée conjointement par l'IRAM (Olivier Renard) et REDD, porte sur les produits locaux, traditionnels et dont la qualité est liée à l'origine. En Afrique sub-saharienne, plusieurs IG sont reconnues par le marché. L'objectif de l'étude est d'identifier les stratégies marketing de produits d'origine provenant

des pays ACP, qui sont couronnées de succès. [🔗](#)

Coste J, Beaujeu R, Leturque H, (Coord) Les stocks alimentaires et la régulation de la volatilité des marchés en Afrique – A Savoir N°23.



Cet ouvrage collectif, coordonné par l'IRAM, a pour objet les dispositifs publics de stockage des produits alimentaires dans les pays en développement, plus particulièrement en Afrique. Dans quel contexte est-il pertinent de mettre en place tel type de stock plutôt que tel autre ? Quelles sont les

conditions à réunir pour assurer la viabilité institutionnelle et économique de ce type d'instrument ? Comment éviter des effets non souhaités ?

L'ouvrage s'appuie à la fois sur un état des lieux des débats théoriques, une revue de l'évolution des dispositifs publics de stockage, et les enseignements de trois études de cas nationales (Ethiopie, Burkina Faso et Egypte).

Cette publication intervient alors même que la question des stocks publics a fait l'objet d'une attention particulière dans l'agenda de la neuvième conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue du 3 au 6 décembre 2013 à Bali. [🔗](#)

Bonnet B, « Vulnérabilité pastorale et politiques publiques de sécurisation de la mobilité pastorale au Sahel », Mondes en développement, 2013/4 n° 164, pp. 71-91. DOI : 10.3917/med.164.0071

Le capital social de la mobilité développé par les sociétés pastorales sahéniennes est-il en mesure de s'adapter au développement de nombreux facteurs de vulnérabilité : pression humaine, privatisation des ressources, insécurité croissante et politiques publiques parfois inadaptées ? Les stratégies de sécurisation de la mobilité pastorale développées au cours des vingt dernières années sont interrogées dans leur impact sur la résilience des sociétés pastorales dont l'activité est de plus en plus reconnue comme un des piliers de la sécurité et du développement de ces espaces. [🔗](#)



Gabas J-J, Tang X, « Coopération agricole chinoise en Afrique subsaharienne. Dépasser les idées reçues », Perspectives, 2014, n° 26

La coopération agricole chinoise en Afrique subsaharienne donne lieu à des idées reçues : montants élevés de l'aide, accaparements massifs de terres pour nourrir la Chine, inertie du modèle de coopération, orchestration centralisée par le gouvernement... Ces idées conduisent certains acteurs impliqués de longue date dans la coopération avec l'Afrique à se méfier voire à ignorer cet acteur pourtant devenu incontournable.



Gabas J-J, Pesche D, Ribier V, Campbell B, « Nouveaux regards sur la coopération pour le développement et ses transformations », Mondes en développement, 2014/1 n° 165, pp. 7-22. DOI : 10.3917/med.165.0007

Depuis le début de la décennie 2000 la coopération internationale pour le développement s'inscrit dans un processus de changements majeurs. D'une part le financement du développement voit apparaître un nombre croissant d'acteurs privés et publics aux relations multiples, aux objectifs de plus en plus ambitieux, au point d'entrer dans le fonctionnement même des États bénéficiaires. D'autre part, l'aide devient un système axé sur ses résultats, privilégiant la dimension technique au détriment du débat sur la nature et les objectifs des politiques de développement. Cette complexification du paysage de l'aide est abordée en mobilisant les disciplines de la science politique, de l'économie politique et de la sociologie.

L'insertion socio-économique des jeunes ruraux en Afrique. Contraintes et perspectives – Actes de la journée d'études IRAM – juin 2013



Face aux transformations politiques, socio-économiques et écologiques et aux enjeux de la transition démographique africaine, l'insertion des jeunes connaît un regain d'intérêt auprès des États du Sud et de leurs partenaires. Malgré une urbanisation rapide,

l'essentiel de la population africaine sera rurale jusqu'en 2035.

Il est donc urgent d'apporter une réponse structurée aux préoccupations et besoins des jeunes ruraux tout en prenant en compte les réalités actuelles de ce milieu et leurs évolutions : pressions foncières accrues, vulnérabilité au changement climatique, difficultés de plusieurs grandes cultures de rente, etc....

L'IRAM, de par son expérience dans le domaine du développement rural dans les pays du Sud, partage cette préoccupation réaffirmée pour ces thématiques, et a organisé et animé sa journée d'études annuelle sur le thème de l'insertion socio-économique des jeunes ruraux, qui a réuni plus de 120 participants.

Bonnet B, Guibert B, « Stratégies d'adaptation aux vulnérabilités du pastoralisme. Trajectoires de familles de pasteurs (1972-2010) ». Afrique contemporaine, 2014/1 n° 249, pp. 37-51. DOI : 10.3917/afco.249.0037

Les trajectoires familiales mettent en évidence la perception qu'ont les éleveurs des crises et des aléas successifs qu'ils ont eu à affronter de manière récurrente : sécheresses, épidémies, insécurité, contraintes liées aux politiques d'aménagement. Face à ces différents facteurs mettant à l'épreuve la vulnérabilité des familles, les éleveurs ont développé des réponses et des stratégies dont l'efficacité est évaluée de manière rétrospective : diversification de la mobilité, accès aux aliments du bétail, développement de la pluriactivité, pratiques nouvelles contre l'insécurité... Au regard de ces analyses, on est conduit à s'interroger sur la pertinence des stratégies de sédentarisation des pasteurs, l'agropastoralisme contraint par la perte d'une grande partie du bétail n'offrant pas, en définitive, d'alternative viable socialement et économiquement.



Galtier F, Subervie J, David-Benz H et Egg J, (coord), « Le renouveau des systèmes d'information sur les marchés agricoles dans les pays en développement ». Cahiers Agriculture 23, 228p. DOI : 10.1684/agr.2014.0717 [↗](#)

La revue Cahiers Agricultures publie un numéro bilingue consacré aux systèmes d'information sur les marchés agricoles (SIM) de dernière génération, dans les pays en développement.



Galtier F, David-Benz H, Subervie J, Egg J, « Les systèmes d'information sur les marchés agricoles dans les pays en développement : nouveaux modèles, nouveaux impacts », Cah agric 23 : 245-58. DOI : 10.1684/agr.2014.0715

Dans les pays en développement (PED), les systèmes d'information sur les marchés (SIM) agricoles se sont développés en deux phases. Une première génération de SIM est apparue dans les années 1980 au moment de la libéralisation des agricultures des PED et une seconde génération l'a suivie dans les années 2000 sous l'impulsion de différents facteurs, notamment les difficultés rencontrées par les SIM de la première génération pour atteindre leurs objectifs, les nouvelles possibilités offertes par le développement des TIC – Internet et téléphonie mobile – et l'organisation croissante des opérateurs privés (organisations de producteurs, interprofessions). Alors que les SIM de la première génération (SIM1G) étaient pour la

plupart construits sur le même modèle, les SIM2G (qui ont développé de nombreuses innovations techniques et organisationnelles) présentent une grande diversité de modèles. Quelles sont les principales innovations développées par les SIM de seconde génération? Quels sont les principaux modèles de SIM existant actuellement? Dans quelle mesure ces nouveaux modèles permettent-ils de répondre plus efficacement que leur prédécesseur aux objectifs qui leur ont été assignés (améliorer le fonctionnement des marchés et/ou nourrir les politiques publiques en information de marché)? Que sait-on des impacts de ces dispositifs? Le présent article et le numéro thématique dont il constitue l'introduction tentent de répondre à ces questions. [↗](#)

Egg J, Dembélé N, Diarra SB, « La décentralisation des systèmes d'information de marché (SIM), une innovation pour répondre aux besoins des acteurs : le cas de l'observatoire du marché agricole (OMA) au Mali », Cah agric 23 : 288-94. DOI : 10.1684/agr.2014.0721

Le Système d'information sur le marché des céréales (SIM) du Mali est emblématique de la première génération des SIM mis en place pour accompagner la libéralisation des marchés dans les pays en développement. Bien qu'il ait bénéficié d'un environnement institutionnel très favorable, il a rencontré des difficultés à satisfaire les besoins en information des acteurs privés du marché. Avec sa transformation en Observatoire du marché agricole (OMA) auprès des Chambres d'agriculture, le SIM a évolué vers un ensemble décentralisé de services d'information tiré par la demande des utilisateurs. Cette innovation institutionnelle a rendu le système plus efficace en le rapprochant des besoins des producteurs et commerçants et en intégrant la dimension du marché régional ouest-africain. Elle constitue une réponse aux limites rencontrées par le SIM de première génération. [↗](#)



■ DU NOUVEAU SUR LA TOILE !

L'IRAM sur LinkedIn

La page LinkedIn de l'IRAM a été créée, venez la découvrir ! . 

Elle relaie les actualités postées sur notre site, ainsi que les recherches de candidats pour les recrutements.



L'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement

(IRAM) est une institution créée en 1957 qui intervient dans le champ de la coopération internationale. L'IRAM, dans le cadre de ses activités, cherche à conjuguer compétences, éthique et exigence professionnelle

L'IRAM retient **quatre enjeux prioritaires** pour mener ses actions : réduction de la vulnérabilité face aux aléas, renforcement des capacités des organisations locales et nationales à influencer les politiques publiques, réappropriation du développement des territoires par leurs acteurs, formation et insertion socio-professionnelle des jeunes ruraux. Au regard de ces enjeux, **les principaux domaines d'intervention** de l'IRAM concernent l'accès à l'énergie, les changements climatiques, le développement local et la décentralisation, l'élevage et le pastoralisme, la gestion décentralisée des ressources naturelles, les filières et les marchés, l'hydraulique villageoise, agricole et pastorale, les micro et petites entreprises, l'appui aux organisations de producteurs et les services à l'agriculture, les politiques agricoles et d'intégration régionale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les systèmes de financement de l'agriculture et la microfinance, les systèmes ruraux d'activités, l'approche genre.

Le groupe associatif Iram est composé de deux entités : l'association Iram (90 adhérents) et sa filiale Iram développement (équipe de 35 salariés) dont l'association est l'actionnaire unique. Le chiffre d'affaires annuel est de l'ordre de 4 millions €.

Comité de rédaction d'Iram.Info : Etienne Beaudoux , Marie-Jo Demante, Johny Egg, Anne Lhomme.

Contact : a.lhomme@iram-fr.org